

LETTRE EUROPE GARD-LOZERE



**Lettre d'information de la Maison de l'Europe de Nîmes
et du Mouvement Européen-France - Gard (ME-F-Gard)**

**N°22 - Décembre 2016 —
Janvier 2017**

SOMMAIRE

Editorial Page 2

Les nouvelles de nos associations Pages 2 à 4 et 6

-ERASMUS + : Stagiaires du Gard à Prague et à Barcelone

- MEF national: le nouveau président

- Les 50 ans de la Maison de l'Europe de Nîmes

- Projet Citipart: rencontre à Potsdam sur la Tolérance (page 6)

Nouvelles de l'Union Européenne Pages 5-6-7

- Le Brexit

- Travailleurs détachés

- TGV jusqu'à Strasbourg

- L'Europe spatiale se déploie

L'Europe dans la région-
Page 7

Ligne nouvelle de TGV
« Contournement de Nîmes et Montpellier »

Agenda Page 8

Trump président des USA: bon ou mauvais pour l'Europe? Pages 9-10
(dans un fichier pdf séparé)

Soirée des 50 ans de la Maison de l'Europe de Nîmes au CFA de Marguerittes



Jeunes européens en pleine cuisine



La Maison de l'Europe de Nîmes et le Mouvement Européen Gard vous souhaite une année 2017 pleine de joies et de réussites dans vos projets



Mouvement Européen
France
Gard

La Maison de l'Europe
fête ses



EDITORIAL

Plusieurs pays européens vont être animés en 2017 par des campagnes électorales où il sera question de l'Europe : les Pays-Bas en mars, la France en avril-mai, l'Allemagne en septembre. Comment va-t-on en parler ? D'un côté, les anti-européens seront dans l'outrance, dans la déformation des faits, dans la simplification extrême, voire dans le mensonge ; la campagne du Brexit en a fourni un bel exemple et le « style Trump » risque de faire des émules.

De l'autre côté, les pro-européens tenteront de rétablir les faits, d'expliquer la complexité, de « balancer » les jugements.

D'un côté, on jouera sur l'émotion, la colère, les « tripes », de l'autre on restera dans le factuel, l'explication, la modération, la « raison ».

Mais voyons les choses telles qu'elles sont dans notre société de l'information instantanée et non filtrée : il faut quelques secondes pour préférer un mensonge et des heures pour le démonter et rétablir la vérité. Les sites de « décodage » des fausses informations ont beau se multiplier, ils n'arrivent pas à faire disparaître les approximations, les interprétations que véhiculent les réseaux sociaux. « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose » disait Francis Bacon.

Nous, Européens convaincus, il nous faut changer de stratégie pour parler au grand public. Certes, il faudra toujours, tels des horlogers, démonter les mensonges mais nous devons adopter un nouveau langage, plus offensif : montrer l'Europe que nous voulons, ouverte, généreuse, pacifique où tous ensemble, de Brest à Bucarest et de Tallinn à Trieste nous nous serrerons les coudes pour relever des défis qui dépassent les frontières nationales :

la transition énergétique, la relance de l'économie européenne, la domestication de la finance, l'intégration des exclus, la liberté de circuler et de commercer, la défense des frontières communes, l'échange de renseignements sur ceux qui nous menacent, peut-être même une armée commune...

Il nous faudra expliquer ce que veulent les anti-européens : des pays repliés sur eux-mêmes, confits dans une histoire réinterprétée pour désigner des boucs émissaires, des économies compartimentées jusqu'à l'étouffement et comptant se protéger par des guerres commerciales, des monnaies nationales dépréciées qui laisseront la part belle au dollar et gonfleront nos dettes extérieures, des milliers de gabelous dans leurs guérites dispersées dans la campagne, facilement contournés par les trafiquants et les terroristes, des Etats divisés face à des autocraties menaçantes et à des fondamentalismes mortifères.

Notre modèle de société ce ne sont pas les régimes autoritaires et agressifs, les oligarchies corrompues alimentées par la rente pétrolière ou gazière, les théocraties qui veulent nous imposer une certaine façon de ne pas vivre.

Ce beau projet, commencé il y a plus d'un demi-siècle, mérite, au-delà de ses imperfections, insuffisances et échecs réels, d'être poursuivi, amplifié, perfectionné et défendu avec acharnement.

L'histoire nous jugera : ou nous construirons un édifice fondé sur la confiance réciproque et la collaboration, ou nous tomberons dans l'état des cités grecques antiques, jalouses, belliqueuses, prêtes à tomber sous la domination d'un grand voisin qui les a mises d'accord par la force.

Frédéric Bourquin,
Président de la Maison de l'Europe de Nîmes

Les nouvelles de nos associations

Des lycéens de Nîmes en stage à Prague

La Maison de l'Europe de Nîmes vient d'envoyer 4 élèves du lycée professionnel Jules Raimu à **Prague**, ville jumelle de Nîmes. Ces jeunes font des stages dans des entreprises tchèques, dans les domaines de l'impression et de la maintenance informatique, du 7 janvier au 4 février.

Deux représentants de la Ville de Prague ont eu la gentillesse de les accueillir dès leur arrivée. Selon le référent des jumelages de la Ville de Prague, Dorian Gaar: " *The meeting with the students from Nîmes was fabulous. The boys were very nice and communicative and the teacher Mrs. Marielle Frit is a very nice and friendly person! We discussed their project as well as the collaboration and ties between Nîmes and Prague. We are glad that this is happening!* " (« La rencontre avec les étudiants de Nîmes a été excellente. Les jeunes sont sympathiques et ouverts et leur professeur est une personne très amicale. Nous avons parlé de leur projet et de la collaboration et des liens entre Nîmes et Prague. Nous sommes très heureux que ces stages puissent se faire »).

Un message de Marielle Frit, le professeur qui les a accompagnés les premiers jours, nous a fait plaisir: "Nous sommes bien installés à Prague où nous avons été très bien accueillis. Les élèves sont dans une résidence très moderne, Lukas [responsable de la structure d'accueil à Prague] est très

réactif et essaie de trouver des activités pour les élèves: cours de programmation informatique (dès ce soir), club d'échecs pour un des élèves. Ils ont rencontré aujourd'hui leurs entreprises respectives et commenceront leur stage demain. Ce midi, nous avons été invités à déjeuner par les représentants du jumelage Prague / Nîmes. C'était très intéressant."



De gauche à droite : Le conseiller municipal Kracman, Dorian Gaar référent municipal des jumelages, Ivan, Florent, Guillaume et Jarod (élèves de Jules Raimu) encadrant leur professeur Marielle Frit.

Clément, Julien, Lill et Mickael suivent la formation « Accueil/Réception » au CFA de Marguerittes, au nouveau Cluster Tourisme-Hôtellerie-Restauration-Agriculture (THRA). Des bourses Erasmus + obtenues par la Maison de l'Europe leur ont permis de partir fin octobre pour un stage de 2 mois à Barcelone, où ils ont été accueillis par l'association Nexes Interculturels de Joves per Europa. Ils sont rentrés juste avant Noël.

La Maison de l'Europe avait organisé une formation avant leur départ pour leur expliquer les aspects pratiques de leur séjour et les sensibiliser à l'apprentissage informel et interculturel, élément clé d'une telle expérience. Nexes s'est occupée de leur hébergement et surtout de trouver des entreprises d'accueil en adéquation avec leur formation, leurs souhaits et leurs compétences en langues. Nexes les suit également pendant leur stage et leur propose des activités culturelles pour qu'ils aient des contacts avec des habitants de Barcelone.

Cinq semaines après le début de leur stage, ils ont fait part de leur perception de cette expérience. Tous sont très contents. Clément et Julien font leur stage à l'hôtel Illunion dans le centre de Barcelone, leur travail se passe très bien et "ils y apprennent beaucoup".

Lill travaille dans une auberge de jeunesse où elle a trouvé une « très bonne ambiance ». Elle a su y faire ses preuves et établir une confiance grâce à laquelle son tuteur lui laisse une certaine autonomie, ce qui lui permet de beaucoup apprendre.

Mickael a lui aussi trouvé une équipe attentive qui lui laisse une marge de manœuvre dans son travail tout en étant présente en cas de besoin. Il est très satisfait de son travail.

Ils nous ont également parlé de leur évolution en langues étrangères. Clément a confié qu'il pensait déjà en espagnol et qu'il incluait même malgré lui des mots en anglais et en espagnol dans des conversations en français. Etant en famille d'accueil, Mickaël ne parle qu'espagnol que ce soit à la maison ou avec ses collègues de l'hôtel España; il pratique également beaucoup l'anglais avec les clients de l'hôtel; il dit "avoir inconsciemment amélioré son espagnol". Lill, elle, parle essentiellement anglais et français que ce soit au travail ou en dehors car elle n'a jamais appris l'espagnol mais elle le comprend et tente tout de même de s'exprimer. Chacun semble avoir réussi à surmonter le défi du multilinguisme. Tous rencontrent des gens en dehors de leurs lieux de stages, surtout Lill qui travaille en auberge de jeunesse.

Si cette expérience semble extrêmement positive pour tout le monde, tout n'est pas toujours parfait. Contrairement aux autres, Mickaël habite un peu loin de son travail et doit prendre le métro, il avoue que c'est parfois un peu difficile pour lui.

Enfin, ils sont tous très enthousiastes sur la ville de Barcelone. Chacun est charmé par des aspects différents de la capitale catalane. Clément y apprécie particulièrement les quartiers, le mode de vie et les boutiques, Lill est ravie de faire chaque jour des nouvelles rencontres et Mickaël trouve que les gens sont plus accessibles qu'en France et se sent à l'aise avec leur ouverture d'esprit.

Tous sont d'accord sur un point: s'ils avaient déjà dans l'idée de travailler à l'étranger plus tard, cette expérience a accru leur envie de découvrir de nouvelles cultures.

L'actu du MEF 30

Le ME-F national a un nouveau président

Yves Bertoncini, élu par près de 75% des voix lors de l'Assemblée générale du ME-F du 10 décembre, succède à Jean-Marie Cavada après cinq ans de mandat de ce dernier.

Extraits de la lettre que lui a adressée Jean-Luc Bernet suite à son élection :

Monsieur le président, cher ami,

(...) Nous nous sommes croisés à Toulouse le 26/11, et votre prestation m'a totalement convaincu. Le résultat du vote du 10/12 me satisfait donc pleinement, et je sais que les adhérents de ma section partagent cette satisfaction.

Comme le suggérait une question que



je vous ai posée à Toulouse, j'espère que vous pourrez donner l'impulsion nécessaire pour déboucher sur un regroupement, quelle qu'en soit la force ou la forme, des mouvements qui militent pour l'Europe :

le spectacle de la dispersion actuelle entre autant d'associations que bien peu de choses séparent est parfois navrant. Les initiatives conjointes – il en existe – sont toujours bienvenues. Mais nous sommes encore loin d'offrir

aux médias un interlocuteur réellement rassembleur, celui vers qui ils se tourneront et qui saura les attirer autant que de besoin.

En fait, (...) je fais le rêve d'une sorte d'UDF des mouvements européens où chacun pourrait se reconnaître tout en conservant s'il/elle le souhaite sa propre identité associative. Serez-

vous celui qui saura lancer ce processus ? J'ai en tout cas fait l'hypothèse que vous étiez le mieux placé pour cela. Une première piste (...) serait par exemple de créer les conditions d'un vaste rassemblement à Rome pour l'anniversaire du Traité, manifestation à laquelle jusqu'ici, à ma connaissance, seule l'UEF a commencé à appeler. Mais je ne doute pas que nous aurons très bientôt des éléments du plan d'action que vous allez nous proposer, et dans lequel nous nous inscrirons autant que faire se peut. (...)

Jean-Luc Bernet, président du MEF-30

Donc à suivre à partir de janvier 2017, avec notamment une invitation à réfléchir à l'appel émis par l'Union des Européens Fédéralistes (UEF) à se retrouver le 25 mars à Rome pour l'anniversaire du Traité du même nom.

Vendredi 16 Décembre, nous avons fêté les 50 ans de la Maison de l'Europe, à l'occasion de la fin de la rencontre Erasmus+ « Nos cultures à la carte » de jeunes allemands, espagnols, tchèques et français sur le thème « Cuisine et développement durable », au CFA de la CCI du Gard à Marguerittes. Michael Stange était le maître de cérémonie.

Une centaine de personnes (adhérents, élus de Nîmes et du Gard, partenaires de la Maison de l'Europe) se sont rassemblées au CFA de Marguerittes.

Après un mot d'accueil et de présentation du CFA par Marina Fructus, directrice du Cluster Tourisme Hôtellerie Restauration Agriculture (THRA), Jean-Luc Bernet, vice-président de la Maison de l'Europe a évoqué les orientations et les actions de la Maison de l'Europe. Frédéric Bourquin, notre président, était en voyage en Norvège mais il s'est adressé à l'assemblée par vidéo.

Les participants à la rencontre « Nos cultures à la carte » ont présenté des photos et vidéos de leur semaine.

Sont ensuite intervenus Richard Flandin, adjoint au maire de Nîmes, Bernard Michel, directeur du lycée de la CCI, Christophe Cavard, député du Gard et Alain Dumort, chef de la représentation de la Commission Européenne à Marseille.

Place ensuite à l'apéritif avec un diaporama retraçant les 50 premières années de la Maison de l'Europe, puis au buffet préparé par le Cluster THRA. Le gâteau d'anniversaire aux couleurs de l'Europe a été admiré, coupé et... dégusté !

Jean-Luc Bernet et son groupe de danses européennes de Vauvert ont entraîné jeunes et moins jeunes dans des danses joyeuses.

Deux anciens présidents de la Maison de l'Europe étaient de la fête, Jean-Pierre Boulay et Isabelle Roussy. Georges Pincemaille avait prévu de venir mais a malheureusement dû renoncer au dernier moment; cette fête lui était un peu dédiée et nous avons beaucoup pensé à lui.

La Maison de l'Europe de Nîmes au long des 50 premières années de son histoire. La Maison de l'Europe de Nîmes a été une des premières qui se sont créées en France. Nous vous proposons un bref retour sur ces 50 années.

Début des années 60: l'Europe fait rêver, dans le sillage de la réconciliation entre l'Allemagne et la France et du Traité d'amitié et de coopération entre les deux peuples. Dans le Gard un petit groupe se crée autour d'Edouard Thibault, député-maire de St Ambroix, ancien ministre, proche de Robert Schuman, pour promouvoir l'Europe et ses valeurs et mieux informer les habitants sur cette Europe naissante.

13 décembre 1966 : déclaration à la préfecture de la "Maison de l'Europe et foyers de relations internationales du Midi et du Languedoc". Publication au Journal officiel le 22 décembre. Le bureau réunit des hommes politiques du Gard et des personnes passionnées par l'Europe, comme Mme Carmen Déchery. **Fernand Jarrie**, ancien sénateur et adjoint au maire de Bagnols-sur-Cèze, et président. Jean Roger, adjoint au maire de Nîmes, est vice-président.

1969 : l'association a un local, 40 rue de l'enclos Rey à Nîmes.

1972 : changement de nom, l'association devient "Maison de l'Europe et foyers de rencontres internationales de Nîmes et sa région". **Jean Roger** devient président. La Maison de l'Europe de Nîmes contribue à créer la FFME, Fédération française des Maisons de l'Europe.

1976 : Premiers Groupes de langues réguliers.

1978 : Nouveau local, 1 place du Château

1983 : La Maison de l'Europe de Nîmes assure la présidence tournante de la FFME.

1990 : Première Fête de l'Europe à Nîmes.

1991 : **Georges Pincemaille** devient président de la Maison de l'Europe, après Jean Roger.

1998 : Colloque international sur le Traité d'Amsterdam à Nîmes, avec la participation de Michel Barnier.

1999 : La Maison de l'Europe est désignée comme Guid'Europe du Gard. Elle participe activement à la préparation du passage à l'euro pour les entreprises et la population.

2000 : Colloque international à Nîmes sur l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, avec plusieurs ambassadeurs de ces pays.

2001 : **Henri Banus** devient président de la Maison de l'Europe, après Georges Pincemaille.

2002 : Création du Rond-point de l'Europe à Nîmes (aujourd'hui disparu après le réaménagement de l'avenue Jean Jaurès).

2004-2005 : Campagne d'information sur le projet de Traité constitutionnel. **Jean-Pierre Boulay** devient président de la Maison de l'Europe de Nîmes, après Henri Banus. La Maison de l'Europe adhère au réseau européen EUNET. En septembre 2004 elle est candidate pour devenir Centre d'information Europe Direct: candidature rejetée, motif "manque de soutien par des collectivités locales".

2007 : Nouveau local pour le 3 place Hubert Rouger, en location. Vente du local 1 place du Château.

2011 : **Isabelle Roussy** devient présidente de la Maison de l'Europe, après Jean-Pierre Boulay.

2012 : Nouvelle candidature comme Centre d'information Europe Direct, candidature retenue.

2013 : Michael Stange rejoint la Maison de l'Europe et met en place les actions que la Commission européenne demande aux Centres Europe Direct. Inauguration du Centre Europe Direct Gard-Lozère le 7 mai.

Frédéric Bourquin devient président, après Isabelle Roussy qui s'éloigne de Nîmes pour quelques années.

2014 : Affirmation de l'orientation des actions vers les jeunes. Campagne d'information sur les marchés du Gard pour les élections européennes. Inauguration de la place de l'Europe à Nîmes. Refonte des statuts. Les animateurs des groupes de langues deviennent salariés de la Maison de l'Europe. Changement de local: 2 rue de la Cité Foulc.

2015 : Première rencontre de jeunes européens (Eurocamp) à Nîmes. Création de Kiosques Europe dans des établissements scolaires ou autres structures.

2016 : Intensification des actions vers les jeunes, notamment avec des bourses Erasmus + pour des stages professionnels dans d'autres pays européens.

La Maison de l'Europe de Nîmes a 50 ans... et une nouvelle jeunesse !



Michael Stange, les anciens présidents J-Pierre Boulay et Isabelle Roussy, Jean Jacques Smedts et le gâteau des 50 ans.

Le Brexit est-il vraiment en panne ?

Le Royaume-Uni se trouve aujourd'hui dans la position étrange et assez tordue d'un conjoint qui a décidé de divorcer mais qui, grâce aux attermolements du juge, peut se maintenir au moins provisoirement dans le logement conjugal sans avoir à assumer le coût d'un déménagement.

Rappel des faits : des personnalités britanniques anti-Brexit ont contesté la validité juridique du référendum de juin devant la Haute Cour de Londres, qui leur a donné raison. Cela devrait suspendre le processus dans l'attente d'une loi votée par le Parlement. Le Gouvernement a contre-attaqué et demandé à la Cour suprême britannique d'annuler cet arrêt. Réponse début 2017.

Tout cela a bien peu de chances de modifier le résultat final, car les députés n'oseront pas contredire leurs électeurs. Non plus que les Lords, qui pourtant n'ont même pas d'électeurs – puisqu'ils ne sont pas élus mais nommés.

Mais le résultat le plus probable de cet imbroglio sera de retarder un peu plus la sortie effective, retard pendant lequel le Gouvernement britannique traînera sans doute des pieds pour acquitter sa contribution, tout en réclamant sa part des

restitutions et autres reversements : on le sait coutumier du fait. D'autant que, cerise sur le gâteau, nul ne sait comment régler la situation des personnels britanniques employés par la Commission, puisque leur statut de fonctionnaire européen les met en principe à l'abri d'un licenciement, alors même que le retrait de leur pays doit mécaniquement réduire les missions auxquelles les services doivent faire face.

Autrement dit : le futur divorcé, qui paie déjà le prix de son départ, risque en plus de laisser son ex-conjoint supporter seul des charges décidées en commun. Preuve supplémentaire qu'on est bien devant un accord perdant-perdant. Merci qui ?



Gibraltar: Britanniques et irréductibles pro-Union européenne

Gibraltar: une presqu'île de 7 km² pointée vers l'Afrique, 32 000 habitants, un Rocher culminant à 426 m, territoire britannique depuis 1704 et fréquemment revendiqué par l'Espagne avec laquelle il a une frontière de... 1,2 km de long!

Le 23 juin, 96 % des habitants ont voté pour le maintien dans l'Union européenne! Pour eux le vote du Royaume-Uni en faveur du Brexit est "un cauchemar avec lequel il va falloir composer". Quitter le marché unique (ne serait-ce que temporairement) ajouterait à l'enclavement géographique de Gibraltar un enclavement économique désastreux pour une économie en pleine croissance, avec un PIB par habitant très élevé. Aujourd'hui, l'économie du Rocher s'appuie sur un fort secteur tertiaire – tourisme, finance, industrie du jeu en ligne – nécessitant d'importantes régulations internationales. Ses importations proviennent quasi-exclusivement de l'Union européenne. Son économie dépend donc étroitement de la libre circulation des personnes, capitaux et services. Le risque de devoir quitter le marché unique – et la chute du cours de la livre – font planer l'incertitude et la peur pour l'avenir économique.

Alors pourquoi pas un scénario "Groenland inversé"? En 1985 le Groenland avait quitté l'UE tout en restant rattaché au Danemark, membre de l'UE: à l'inverse, Gibraltar pourrait-il rester dans l'UE, tout en restant rattaché au Royaume-Uni qui sortirait de l'UE? Scénario vu d'un oeil favorable par Nicola Sturgeon, chef du Parti national écossais... mais l'Espagne ne mettrait-elle pas un veto à ce scénario?

Le ministre des affaires étrangères espagnoles a déclaré dès le 24 juin 2016 qu'une "souveraineté partagée sur Gibraltar serait bonne pour tout le monde": les Gibraltariens auraient une double

nationalité et resteraient ainsi citoyens européens et l'UE continuerait à éviter que la frontière entre Gibraltar et l'Espagne puisse devenir un mur, par un blocus espagnol comme entre 1968 et 1985. L'Espagne intégrerait à l'Andalousie un îlot de prospérité (plein emploi, contre 30 % de chômage en Andalousie: chaque jour 12 000 Espagnols viennent travailler à Gibraltar) qu'elle accuse d'être un paradis fiscal (pour 32 000 habitants il y a 18 000 entreprises, attirées par une faible imposition).

C'est sans compter sur le rejet massif par les Gibraltariens, jusqu'à maintenant, d'un rattachement à l'Espagne: en 1967 puis en 2002 ils ont voté à 99 % pour rester rattachés au Royaume-Uni.

L'avenir est donc très incertain!



Rencontre européenne sur la Tolérance à Potsdam (près de Berlin)



Du 27 au 30 novembre, la Maison de l'Europe de Nîmes, représentée par son directeur Michael Stange et Olivier Riou, jeune volontaire en service civique, a participé à une « étape » du Projet CitiPart, réunissant ses 8 partenaires européens à Potsdam (près de Berlin) : la Maison de l'Europe des Yvelines, la BBAG Berlin-Brandenburgische Auslands-Gesellschaft (Potsdam), la Maison de l'Europe de Dubrovnik (Croatie), la ville de Sosnowiec (Pologne), la Fondation Robert Schuman

(Pologne), la GEMMA (Autriche) et le Centre Européen Robert Schuman de Scy-Chazelles (France).

Journées au cours desquelles les partenaires ont débattu et réfléchi aux différentes manières de mettre en avant et développer la valeur européenne commune qu'est la tolérance. Le projet CitiPart vise à défendre et promouvoir trois valeurs européennes essentielles : Solidarité, Tolérance & Paix. Prochaine rencontre sur la Paix, fin février

au Centre Européen Robert Schuman à Scy-Chazelles !



21/12/2016 : Café-Gazette des MEF 30 & 34 à Montpellier "Europe sociale et travailleurs détachés : un problème ?"



Malgré l'approche des fêtes de fin d'année, bonne participation pour cette présentation-débat consacrée au sujet sensible des travailleurs détachés, sur lequel tant de fausses informations circulent allègrement.

Sur ce point comme sur tant d'autres, il était urgent de rappeler que, contrairement à ce qui se dit, l'action européenne régleme le détachement des travailleurs et protège les travailleurs, au bénéfice non seulement de leur rémunération et de leurs conditions de travail, mais aussi au bénéfice de l'emploi.

Le fait que près de deux millions de salariés puissent être envoyés par leur entreprise dans un autre pays de l'UE pour y exercer une activité de production ou de service est évidemment un plus, puisque ce sont autant de travailleurs qui, sans le cadre réglementaire européen, seraient contraints soit de s'expatrier individuellement (devenant ainsi « travailleur mobile », et non « travailleur détaché »), soit de renoncer à travailler.

La démonstration nécessiterait évidemment plus que ces quelques lignes. Qu'il suffise de rappeler que :

- le principe et la pratique du détachement ne doivent pas être confondus avec la fraude.....laquelle fraude existe mais fait l'objet de contrôles de plus en plus nombreux et sévères (multiplication par 5 au cours de l'année 2016) ;

- le respect des dispositions réglementaires a pour effet de réduire et souvent annuler le différentiel de salaire entre un salarié français et un salarié venant de pays à faible niveau de rémunération ; cela est surtout vrai pour les salariés au SMIC (86% des travailleurs détachés), un peu moins pour les cadres intermédiaires et supérieurs ;

- le projet actuel de révision de la directive « détachement » de 1996 (déjà revue et renforcée en mai 2014) obligera toute entreprise employant des travailleurs détachés à s'aligner non plus sur le salaire minimum pratiqué dans le pays d'accueil mais sur le salaire conventionnel de la branche professionnelle. Tout cela évidemment ne vaut que si le salaire applicable dans le pays d'accueil est supérieur à celui du pays d'envoi : clause dite de cliquet, systématique dans toute la législation européenne.

Cette réunion du 21/12, dans le cadre exceptionnel du Café-Gazette de Montpellier, a été l'occasion de roder et d'actualiser un propos de type « désintox » sur un sujet sensible. Le débat a suscité des mises au point complémentaires, mais pas de contestations directes – alors qu'il y avait tout lieu d'en attendre de certaines personnes venues là sans doute plus pour critiquer que pour s'informer, et qui sont restées étrangement discrètes. Convaincues par les arguments, peut-être ? Il faut l'espérer.

Strasbourg, capitale européenne, mieux desservie par le train

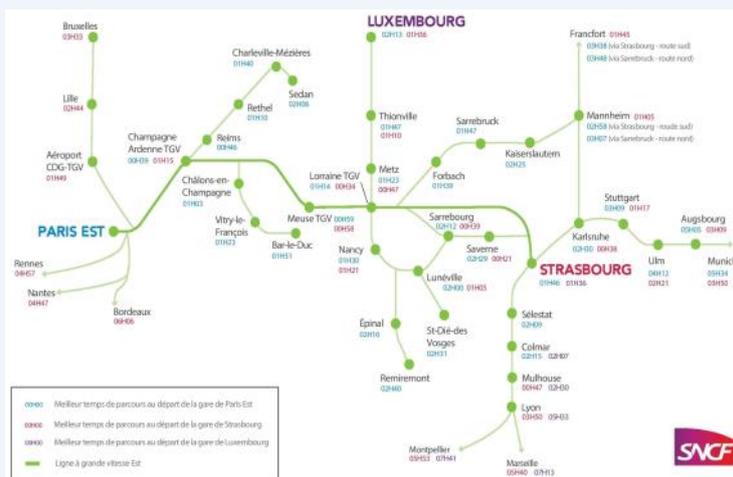
Nécessaire mais pas suffisant pour conforter son statut de capitale européenne....

Depuis le 3 juillet 2016, Strasbourg est à 1h46 de Paris grâce à l'achèvement du dernier tronçon (Baudrecourt-57 – Vendenheim-67) de la ligne à grande vitesse Est (L.G.V. Est). Le tragique accident d'une rame d'essais le 14 novembre 2015 à Eckwersheim – Bas Rhin- (11 morts) a assombri cette nouvelle importante. Il n'y a plus que 439 km entre Paris et Strasbourg au lieu de 502 km par la ligne « classique ». Le T.G.V. le plus rapide relie Paris à Strasbourg à 248,5 km/h de moyenne ! Lorsque les scellés judiciaires seront levés sur le site de l'accident cité plus haut, la vitesse limite sera relevée de 300 à 320 km/h. Rappelons que la construction proprement dite de la ligne nouvelle s'est étalée de 2010 à 2016.

Cette nouvelle ligne n'est pas seulement hexagonale mais européenne car, outre les liaisons avec Paris, Roissy, Rennes, Nantes, Bordeaux, Luxembourg, Metz, Lyon, Marseille et Montpellier, la L.G.V. Est est parcourue par des T.G.V. (ou leurs équivalents allemands les I.C.E.) reliant Paris à Francfort sur le Main, Stuttgart et Munich via Strasbourg. De plus, des T.G.V. relie désormais les deux capitales européennes Bruxelles et Strasbourg via Lille et Roissy. A Lille, des correspondances par

Eurostar sont prévues pour Londres et enfin la desserte de l'aéroport de Roissy CDG donne accès à de nombreuses correspondances aériennes.

Cette amélioration des dessertes (et surtout le départ des Britanniques, pourfendeurs de Strasbourg comme capitale européenne) devrait conforter la capitale du Grand Est dans son statut européen. Source : Rail passion n°227, septembre 2016



Le 11 novembre, une fusée Ariane 5 lançait quatre nouveaux satellites Galileo. Les premiers services du programme européen de navigation par satellite, concurrent du GPS américain, ont démarré le 15 décembre. À l'heure actuelle, la constellation Galileo comprend 18 satellites en orbite. Le système sera complet en 2020, avec 30 satellites. Galileo est pleinement interoperable avec le GPS, mais il offrira aux utilisateurs un positionnement plus précis et plus fiable et rendra l'Europe indépendante dans ce domaine.

Les services de Galileo sont gérés par l'Agence du GNSS européen (GSA). L'ensemble du programme Galileo est géré par la Commission européenne, qui a confié la responsabilité du déploiement du système et de l'appui technique aux tâches opérationnelles à l'Agence spatiale européenne (ESA).

Presque en même temps que les 4 satellites Galileo, le 9 novembre, l'Agence spatiale européenne a lancé le compte à rebours industriel pour réaliser la prochaine fusée Ariane, Ariane 6, qui prendra la relève d'Ariane 5 à partir de

2020, avec un coût de lancement divisé par deux.

Les commandes industrielles ont été signées avec le maître d'oeuvre industriel du projet, Airbus Safran Launchers (ASL), filiale à parts égales d'Airbus et de Safran. L'Agence spatiale européenne avait déboursé 680 millions d'€ en août 2015 pour les premières phases de développement. Elle vient d'ajouter 1,7 milliard d'€ pour mener à terme le projet. De leur côté les industriels investiront en propre 400 millions, auxquels s'ajouteront 600 millions d'€ environ pour réaliser un nouveau pas de tir à Kourou, en Guyane.

ASL a tout fait pour rationaliser la production des composants de la fusée, afin d'éliminer les doublons et les ambiguïtés. Avec huit Etats qui participent au programme (France 52 %, Allemagne 23 %, Italie 12 % suivies par les Pays-Bas, l'Espagne, la Belgique, la Suède et la Suisse), la coopération européenne reste complexe. Ariane 6 doit l'intégrer tout en relevant le défi d'être aussi fiable qu'Ariane 5, mais deux fois moins chère par tonne de charge utile lancée.

Cette forte diminution des coûts est impérative face à la concurrence, notamment américaine (Space X vient de reprendre ses lancements après un échec il y a quelques mois), qui bénéficie d'ailleurs de sa participation à des programmes militaires. Actuellement le coût d'un lancement d'Ariane 5 est 175 millions d'€, pour une charge utile de 10 tonnes.



L'Europe dans la région

La nouvelle ligne ferroviaire Contournement de Nîmes et Montpellier

En octobre 2017 devrait être ouverte la ligne à grande vitesse Contournement de Nîmes et Montpellier. En fait, on devrait parler d'une ligne St Gervasy (raccordement avec la ligne de fret Lyon – Nîmes par la rive droite du Rhône) – Manduel (raccordement avec la ligne « classique » Tarascon – Nîmes et la ligne à grande vitesse Méditerranée venant de Paris et Marseille) – Lattes (raccordement avec la ligne classique Tarascon – Nîmes – Montpellier – Narbonne).

Cette ligne nouvelle de 60 km (plus 20km de raccordements) a plusieurs particularités :

Elle n'est qu'un tronçon de la ligne Paris – Barcelone dont sont déjà réalisés les tronçons Paris – Manduel (2001) et Perpignan-Barcelone (2010).

Elle accueillera des TGV (et leurs équivalents espagnols) mais également des trains de fret pour délester l'itinéraire « classique » via Nîmes et Montpellier St Roch, ce qui suppose une géométrie des voies, une signalisation et un gabarit différents d'une ligne « purement TGV ».

Elle devrait desservir deux gares nouvelles hors villes, celle de Montpellier Sud de France, souvent appelée La Mogère (sur le site de Méjanelle/Pont Trinquat près de l'Odysseum) et de Nîmes/Manduel/Redessan.

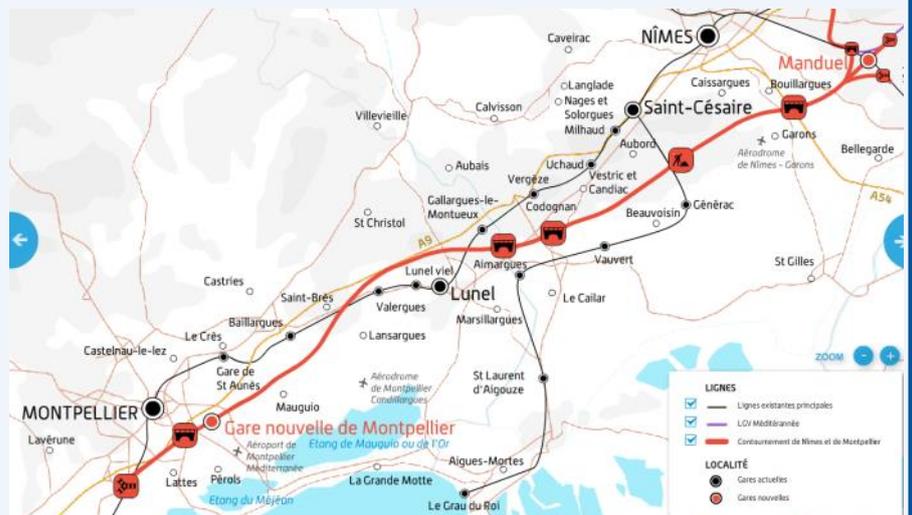
La première est en cours de réalisation mais très critiquée par les Montpellierains (trop éloignée du centre-ville), la seconde n'est encore qu'en projet car elle est encore plus contestée que la première !

La réalisation du tronçon ouest de cette ligne est couplée avec le déplacement de l'autoroute A9, au sud de Montpellier.

La mise en service du contournement TGV devrait libérer des sillons pour les T.E.R. dont la régularité est perturbée actuellement par les conflits de circulation avec les TGV et les trains de marchandises.

Montpellier sera à 3h de Paris et les relations Paris – Perpignan ou Paris – Barcelone seront accélérées de 20 mn environ.

La Banque Européenne d'Investissement a participé au financement par un prêt de 400 millions d'euros.



Agenda de nos associations

- **Événements récents** (à la date de parution de cette Lettre Europe)

Mardi 10 janvier : Salon d'orientation « Lycée Avenir » à Nîmes

Mardi 10 janvier : Présentation du projet de mobilité avec Preston (UK) - Nîmes Métropole. La Maison de l'Europe y participe activement.

- **Événements prochains**

Vendredi 27 janvier - 10h : Réunion d'information des adhérents de la Maison de l'Europe, au local.

Mardi 31 janvier : Journée Métiers Formations à Bagnols sur Cèze - C.I.O. Avenue Vigan Braquet

Jeudi 2 février, 18h30 : Présentation-débat sur CETA et TAFTA à Aigues Mortes, cinéma Marcel Pagnol

Samedi 4 février - 10h : Assemblée générale du MEF-30 chez Nicolas Ressayguier - 2 square du 11 Novembre - Nîmes

Lundi 6 février 18h30 : « L'Europe vue d'Asie », conférence organisée par le MEF du Vaucluse à l'Hôtel de ville d'Avignon.

Mardi 7 Février - 18h : Café Multi-Kulti au Café Olive, bd Victor Hugo - Nîmes (4 pays, 4 cultures, 4 langues à l'honneur)

27 février au 1er mars: Participation de la Maison de l'Europe (volontaires en Service Civique et en SVE) à la rencontre sur la Paix du projet CitiPart au Centre Européen Robert Schuman à Metz.

Mardi 28 février - 18h : UNîmes site Vauban Amphithéâtre A3: Conférence publique de Nicolas Ressayguier : « Les conséquences du Brexit sur le monde de la finance »

Vendredi 24 mars : Soirée consacrée aux 60 ans du Traité de Rome à Nîmes Métropole, à l'occasion de la venue à Nîmes des partenaires hongrois du projet Erasmus+ entre Nîmes-Métropole et le département Bacs Kiskun (Hongrie)

Vendredi 31 mars 9h30: Conseil d'administration de la Maison de l'Europe, au local 2 rue Cité Foulc

Samedi 8 avril - 9h30 à 12h30 : Assemblée générale de la Maison de l'Europe, au Foyer de la Reinette - 1 Rue de Garons, angle avec la Rue de la Reinette - Nîmes

Changement à l'accueil de la Maison de l'Europe.

Rhita Hardy terminait son contrat le 14 décembre et voulait prendre une nouvelle orientation.

Nous lui souhaitons de trouver un emploi correspondant aux activités qu'elle envisage.

Début janvier, **Michela Giai** a repris le secrétariat. Elle parle italien, anglais et allemand.

Bienvenue à Michela !



Cotisations 2017 à la Maison de l'Europe : C'est le moment d'y penser ! Individuelle : 40€ / Couple : 60€ / Associations, établissements scolaires, collectivités : 60€ / Entreprises: 100 € / Jeunes sans emploi, étudiants et demandeurs d'emploi : 15€ Cela ne concerne pas la plupart des participants aux groupes de langues qui ont cotisé à leur inscription à l'automne.

Nos associations

La Maison de l'Europe de Nîmes, association sans but lucratif, se situe en dehors de tout parti politique.

Ses objectifs essentiels sont :

- Informer les habitants de Nîmes et sa région et susciter leur réflexion sur les sujets européens, afin de les inciter à devenir des citoyens européens conscients et responsables ;
- Développer la connaissance mutuelle entre les citoyens des pays de l'Union européenne (échanges de jeunes, groupes de langues européennes, ...)

Depuis 2013, elle est agréée Centre d'Information Europe Direct Gard-Lozère par la Commission européenne, et est ainsi un relais d'information officiel sur l'Union européenne. Elle est membre de la Fédération Française des Maisons de l'Europe et du réseau européen EUNET (European Network for Education and Training).

Maison de l'Europe de Nîmes

Courriel : info@maison-europe-nimes.eu
Site internet : www.maison-europe-nimes.eu
Page Facebook : Maison de l'Europe Nîmes - Europe Direct Gard-Lozère
Twitter : @MdEuropeNimes
Président : **Frédéric Bourquin**

**2 rue de la Cité Foulc,
30000 NIMES**

+ 33 (0)4 66 21 77 50

Mouvement Européen-France-Gard

Courriel : mefgard@gmail.com
ou jean-luc.bernet@wanadoo.fr

Président : **Jean-Luc Bernet**

Le Mouvement Européen-France - Gard, section locale du Mouvement Européen France, s'est constitué en association sans but lucratif. Ses objectifs sont le partage de réflexions et l'organisation d'actions d'information sur les évolutions possibles de l'Union européenne. Le Mouvement Européen souhaite, en dehors de tout parti politique, soutenir les initiatives allant vers une intégration européenne plus forte.

La Maison de l'Europe accueille le Mouvement Européen - France - Gard dans son local et met à sa disposition des moyens matériels. Les associations organisent ensemble une grande partie de leurs actions d'information.

Nos partenaires

